

Les subsides

que notre pays pourra redevenir une nation dynamique, prospère et humanitaire.

• (1650)

Mlle Aileen Nicholson (Trinity): Monsieur l'Orateur, je tiens à féliciter le motionnaire d'avoir découvert que le gouvernement a un rôle à jouer dans notre économie de marché mixte. La motion dont nous sommes saisis représente peut-être un changement intéressant par rapport aux récriminations dont nous abreuvons les députés d'en face qui, il faut bien l'admettre, ne sont pas tous d'accord quant aux problèmes que pose «l'ingérence» du gouvernement dans le secteur privé.

Le terme «stratégie industrielle» n'est peut-être pas bien choisi: il vaudrait peut-être mieux parler d'une série de programmes dignes de foi, logiques et compatibles, visant à la fois à s'adapter aux problèmes mondiaux de l'heure et à surmonter les obstacles structurels à la croissance à long terme de notre économie. A Strasbourg, le mois dernier, M. Van Lennep, directeur exécutif de l'OCDE, a déclaré:

L'économie mondiale vient encore de traverser une année difficile. Personne ne pensait que l'on pourrait facilement ou rapidement juguler l'inflation et s'adapter aux crises provoquées par les hausses successives de prix du pétrole au cours des années 70. Toutefois, le processus d'adaptation a effectivement été douloureusement long et ceux d'entre nous qui s'occupent de prévisions économiques ont à nouveau prêté pour 1982 une amélioration qui ne s'est pas encore produite.

M. Van Lennep a alors poursuivi en disant qu'il croyait en cette amélioration, mais il a ajouté ceci:

Par ailleurs, nous nous trouvons dans une grande mesure en terrain inconnu, tant en ce qui concerne les forces incompatibles de l'inflation et de la déflation, que les complexités inhérentes à une interdépendance internationale sans précédent.

L'évolution récente de la situation en Europe n'a pas été encourageante. Le chômage y a augmenté plus que prévu. La demande et la production y ont été plus faibles que prévu, tout comme la demande au Japon. Qu'est-ce que tout cela signifie pour le Canada?

Nous faisons face à une concurrence plus vive sur nos marchés traditionnels, et il devient encore plus difficile de percer sur de nouveaux marchés. Nous faisons face à la concurrence de pays nouvellement industrialisés au moment où des pays moins développés ont plus de difficulté à acheter nos produits, et nous faisons face également à la concurrence de pays dont l'industrie s'est modernisée comme la France et le Japon. Le Canada a la chance d'avoir des avantages naturels considérables, dont une main-d'œuvre instruite, une technologie de pointe et des ressources naturelles abondantes, mais l'expansion de notre secteur industriel a été à bien des égards freinée par la faiblesse de notre marché intérieur. On se rend maintenant de plus en plus compte qu'il faut accroître notre productivité afin de protéger et d'améliorer notre position concurrentielle. Nous formons le seul pays industrialisé du monde qui ne dispose d'un marché intérieur de 100 millions d'habitants et plus. Notre population se chiffre à 25 millions d'habitants à peine, et est dispersée sur un territoire immense et accidenté.

Nous commerçons pour vivre. Nos exportations à elles seules représentent un tiers de notre produit national brut; par ailleurs, 20 p. 100 de notre main-d'œuvre participe directement à la production de denrées et de marchandises destinées à l'étranger. Le Canada qui n'a qu'un marché intérieur restreint et qui est obligé d'importer un grand nombre de produits, doit compter indûment sur un commerce international sain. Par conséquent, il a tout intérêt à vouloir faire régner la concorde

parmi les nations commerçantes du monde et à essayer de prévenir les affrontements pénibles.

Compte tenu de sa population, le Canada figure parmi les principaux pays commerçants du monde. Le commerce extérieur, je le répète, représente plus du tiers de notre produit national brut. Mis à part les services, nous exportons plus de 50 p. 100 de ce que nous produisons. Nous importons des quantités équivalentes. Voilà pourquoi, si nous voulons préserver notre économie et notre niveau de vie, il faut instaurer un climat où les relations commerciales puissent continuer de se développer harmonieusement.

Qui sont nos principaux clients? Nous vendons près de 70 p. 100 de nos produits, soit pour plus de 100 milliards de dollars, aux États-Unis, lesquels achètent chez nous environ 60 p. 100 des produits manufacturés ou transformés qu'ils importent. En outre, nous vendons environ 14 p. 100 de nos produits en Europe et environ 7 p. 100 au Japon. Cela veut dire que 90 p. 100 environ de notre énorme commerce international, tant pour les importations que pour les exportations, s'effectue avec les pays industrialisés du monde occidental, spécialement l'Europe, les États-Unis et le Japon. Nous sommes désavantagés parce que notre population est faible et notre marché intérieur restreint.

Lorsque sera appliquée en 1987 la dernière ronde des accords du GATT, nous allons voir tomber les barrières visibles qui ne seront plus là pour assurer à l'industrie canadienne la protection qui lui avait permis de s'étendre au fil des ans. Avec la libéralisation des échanges notre secteur secondaire, qui n'a pas la compétitivité voulue à l'échelle mondiale, va devoir subir une importante restructuration.

Exception faite pour l'Australie, et dans une certaine mesure pour les États-Unis, nous sommes les seuls à avoir un pourcentage énorme de notre économie et de notre commerce qui porte sur les richesses naturelles. Dans le domaine des ressources naturelles nous exportons plus vers l'Europe et le Japon que vers les États-Unis. Au cours des négociations du GATT, nous avions cru avoir l'appui de nos partenaires commerciaux lorsque nous avons suggéré une formule qui d'après nous, ferait baisser les barrières douanières et permettrait à certaines de nos industries primaires de rapporter plus d'argent, mais jusqu'ici nos partenaires commerciaux n'ont pu adopter cette solution, et nous continuons de nous heurter à des restrictions quand nous transformons nos matières premières avant de les exporter. Le gouvernement du Canada reste déterminé à favoriser cette transformation et il va continuer à travailler en ce sens.

Considérée dans son ensemble, notre balance commerciale est en fait excellente. En ce moment, nous avons un excédent notable. Au cours des derniers mois, nous avons exporté pour près de 4.5 milliards de plus que nous avons importé, mais cet excédent est dû aux importants surplus de nos échanges de produits alimentaires, de matières premières et de produits semi-ouvrés. Dans les produits finis, le déficit persiste.

On considère généralement que le secteur des produits manufacturés ou des produits finis est plus favorable à la création d'emplois que la mise en valeur des ressources naturelles. Il nous faut donc évidemment chercher les possibilités et les moyens de développer notre potentiel industriel. Parallèlement, il nous faut poursuivre notre effort commercial à l'échelle